

## Syrie : les civils de la région d'Idlib fuient « vers l'inconnu »

Depuis lundi 16 décembre, les bombardements se sont accrus dans le sud de la province d'Idlib, poussant les civils à fuir vers le nord. Alliée traditionnelle des rebelles, la Turquie a clairement fait entendre qu'elle ne les accueillerait pas sur son sol.

Anne-Bénédicte Hoffner, le 23/12/2019 La Croix



Des milliers de Syriens fuient par la route les bombardement au sud d'Idlib, le 22 décembre.



Une véritable noria de pick-up s'organise depuis des jours entre le sud d'Idlib, la dernière province rebelle de Syrie, et la frontière turque, plus au nord. Les familles plus aisées sont parties les premières, dans des camions bourrés à craquer de meubles et de matelas.

Désormais, celles qui s'entassent dans les véhicules des groupes de secours locaux ne peuvent emporter que quelques effets personnels.

L'armée syrienne, appuyée par l'aviation russe, est décidée à reprendre le contrôle de la ville de Maarat-al-Nouman, à quelques kilomètres au sud d'Idlib. « *Encore une belle avancée avec trois villes capturées* », titrait *Al Masdar News*, lundi 23 décembre, évoquant « *une brève bataille avec les rebelles djihadistes* » du groupe Hayat Tahrir al-Cham (HTS), ainsi que les « *lourdes frappes* » de l'armée de l'air russe, « *la plupart ciblant les routes d'approvisionnement* » des rebelles. En réalité, celles-ci visent au moins autant les hôpitaux et les quartiers d'habitations, et même les routes empruntées par les civils en fuite.

### « **Tout recommence** »

Pour Abou Osama, 29 ans, père de quatre enfants, arrivé de Homs il y a deux ans, « *tout recommence* ». « *On se dirige vers l'inconnu, sans maison, sans abri et sans assistance, a-t-il indiqué à l'AFP. Nous n'avons aucune idée du danger qui nous attend sur la route.* »

Pour le chercheur franco-syrien Salam Kawakibi, directeur du Centre arabe de recherches et d'études politiques de Paris (Carep), l'offensive des forces de Bachar Al Assad fait suite à l'incursion de la Turquie dans le nord de la Syrie, qui a coupé en deux l'ancien « Rojava » kurde. « *Le régime syrien veut reprendre le contrôle de l'autoroute qui traverse le pays du nord au sud, de la frontière turque à la frontière jordanienne, et qui passe par Maarat-al-Noumane. Il a obtenu pour cela la complicité implicite de la Turquie qui, en réalité, ne s'intéresse qu'à la question kurde* », explique-t-il, qualifiant l'opération de « *nouveau marchandage* » entre les deux pays.

### **Menacer une fois de plus les Européens**

L'avenir paraît bien sombre pour les habitants d'Idlib, qui pouvaient jusqu'ici compter sur le soutien d'Ankara. Ceux qui fuient sont désormais bloqués à la frontière – gardée par des gendarmes turcs qui n'hésitent plus à tirer sur ceux qui tentent de passer clandestinement – et obligés de bâtir des campements de fortune au moment où les températures dégringolent.

« *La Turquie ne peut accueillir une nouvelle vague de réfugiés en provenance de Syrie* », a une nouvelle fois prévenu Recep Tayyip Erdogan, dimanche 22 décembre dans la soirée,

avant de menacer une fois de plus les pays européens. « *Les effets négatifs de cette pression que nous subissons seront ressentis par tous les pays européens, à commencer par la Grèce.* »

Épreuve supplémentaire pour les civils des zones rebelles, la Russie et la Chine ont mis leur veto au Conseil de sécurité, vendredi 20 décembre, à un projet de résolution étendant d'un an l'aide humanitaire transfrontalière de l'ONU, actuellement distribuée à 4 millions de Syriens dans tout le pays. Ce faisant, Moscou souhaite redonner à Damas le contrôle de l'aide humanitaire internationale qui transite sur son territoire. Un moyen efficace de couper les vivres aux civils d'Idlib.